

23 novembre 1999

Français

Original: espagnol

---

**Commission préparatoire de la Cour pénale internationale**  
**Groupe de travail sur le Règlement de procédure et de preuve**  
**(chapitres IX et X du Statut)**

New York

16-26 février 1999

26 juillet-13 août 1999

29 novembre-17 décembre 1999

**Proposition de l'Espagne concernant**  
**le Règlement de procédure et de preuve**  
**(chapitre IX : coopération internationale**  
**et assistance judiciaire)**

**Règles relatives au paragraphe 3 de l'article 22 du Statut**  
**(arrestation provisoire)**

**A. Durée de la détention provisoire dans l'État requis**

1. Aux fins du premier alinéa du paragraphe 3 de l'article 92 du Statut, le délai dans lequel la demande de remise et les pièces justificatives nécessaires doivent parvenir à l'État requis est de 40 jours à compter de la date de l'arrestation provisoire.
2. Si, en raison de difficultés particulières, la Cour estime qu'elle ne pourra pas respecter ce délai, elle pourra demander à l'État requis, par la voie diplomatique ou par toute autre voie appropriée que l'État aura choisie conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 87 du Statut, de proroger le délai, pour une période maximum de 20 jours.

**B. Procédure simplifiée de remise**

1. Une fois que la personne détenue a été mise à la disposition de l'autorité judiciaire compétente de l'État requis, dans le délai prévu par la législation interne, elle sera immédiatement citée à comparaître, assistée par un avocat de son choix ou désigné d'office.
2. Lors de cette comparution, la documentation communiquée par la Cour sera remise à l'intéressé, qui sera informé, d'une manière qui lui soit clairement compréhensible, de la possibilité qu'il a de consentir librement à sa remise, et de renoncer au bénéfice

de la règle de la spécialité visée à l'article 101 du Statut, un délai de 10 jours lui étant accordé pour se prononcer.

1. Le consentement exprimé par la personne détenue pourra porter sur tous les faits mentionnés dans la demande de remise ou seulement sur certains d'entre eux, auquel cas l'État requis procédera à la remise sur la base de ces faits, la Cour pouvant demander, une fois que la personne lui a été remise conformément au paragraphe 2 de l'article 101 du Statut, que l'objet de sa demande soit étendu aux autres faits.

2. Une fois exprimé formellement, le consentement de la personne détenue est irrévocable.

---